

IX. LES ORGANISATIONS RADICALES DE GAUCHE DANS LES ACTIONS DE MASSE PROLÉTARIENNES EN 1920-21

1. L'"Armée rouge" des ouvriers de la Ruhr à la suite du putsch de Kapp en mars-avril 1920

Aucune des organisations radicales de gauche ne fut, à n'importe laquelle époque de son histoire, suffisamment forte pour pouvoir déclencher, à elle toute seule, une action prolétarienne importante ou à élever le mouvement social jusqu'à une telle action. Cependant, leur propagande joua, en particulier lors des actions de masse prolétariennes de 1920-21, un rôle qui n'est pas insignifiant; il n'est pas sans importance, pour la compréhension de ces actions et pour la compréhension de l'histoire des ces années-là de la République de Weimar, de déterminer – pour autant que ce soit possible, c'est-à-dire approximativement – la résonance en elles de ces organisations. La première action de masse qui eut une importance plus que locale se produisit, après l'arrêt de la série d'insurrections qui se prolongèrent jusqu'au milieu de 1919, pour se protéger du putsch de Kapp dans la région de la Ruhr. La position des syndicalistes révolutionnaires fortement représentés dans cette zone d'organisation et l'attitude du KPD(S) ainsi que de son opposition dans et par rapport à ces combats seront déterminées dans ce qui suit et quelques conclusions seront en particulier tirées sur la caractéristique de ce mouvement.

Le 13 mars 1920, le putsch contre-révolutionnaire sous la direction de Kapp et de Lüttwitz, soutenu par les corps francs et une partie de la Reichswehr, chassa le gouvernement social-démocrate de Berlin. Dans la région de la Ruhr, l'amertume des travailleurs à l'égard des troupes de la Reichswehr était particulièrement grande depuis que celles-ci avaient établi, sur le souhait des directions d'entreprise, leur cantonnement dans de nombreuses localités depuis le début de 1919, qu'elles avaient livré des affrontements sanglants aux ouvriers radicaux lors de grèves et des manifestations¹. Puisque le général commandant la région militaire dont la Ruhr faisait partie, von Watter, ne prenait pas immédiatement parti contre le régime putschiste de Berlin et que certains de ses officiers sympathisaient ouvertement avec ce régime, un mouvement d'insurrection des ouvriers de la Ruhr naquit contre les troupes de la Reichswehr, considérées comme des échelons de la contre-révolution, mouvement qui fit boule de neige et qui conduisit à la formation d'une "Armée rouge" qui comprenait plus de 80 000 hommes². Dans une large mesure indépendamment de la grève générale proclamée par

¹ Voir, à ce propos et pour la suite, le travail de Gerhard Colm, un disciple de Max Weber, *Beitrag zur Geschichte und Soziologie des Ruhr-Aufstandes vom März/April 1920* [Contribution à l'histoire et à la sociologie de l'insurrection de la Ruhr de mars/avril 1920], Essen 1921 ; Colm avait accès à un volumineux matériau d'archives et il compléta ses recherches en interrogeant personnellement des participants ; son travail est la seule étude scientifique sur l'insurrection de la Ruhr et elle n'a pas été remplacée ni guère complétée par des publications ultérieures. Voir aussi : Hans Spethmann (*Zwölf Jahre Ruhrbergbau, opus cité*) vol. II : *Aufstand und Ausstand vor und nach dem Kapp-Putsch bis zur Ruhrbesetzung* [Insurrection et grève avant et après le putsch de Kapp jusqu'à l'occupation de la Ruhr], Berlin 1928, dont la recherche a été financée par des entrepreneurs et qui a une tendance déformante correspondante, et E. Bauer (*Der Ruhraufstand von 1920* [L'insurrection de la Ruhr de 1920], Berlin 1930), une présentation officielle du KPD d'un niveau pas très élevé.

² E. Brauer (*opus cité*, p. 80) considère qu'une force de 120 000 hommes pour l'"Armée rouge" est une estimation encore faible. Spethmann (*opus cité*, p. 143) parle concernant l'"Armée rouge" le 23/03/1920, d'une

l'ADGB et les autres grands syndicats d'employés et de fonctionnaires, qui débuta de manière résolue le 15 mars dans tout l'Empire et forçait dès le 17 du même mois le gouvernement de Kapp à la retraite, les radicaux s'armèrent dans la région de la Ruhr, ils chassèrent jusqu'au 18 mars, dans des engagements étonnamment victorieux, les troupes de l'armée et de la police de leurs positions entre la Ruhr et la Lippe et ils établirent un front à peu près parallèle à la Lippe; du 18 au 21 mars, d'autres troupes de travailleurs prirent Remscheid, Essen, Düsseldorf, Mühlheim, Duisburg, Hamborn et Dinslaken et ils repoussèrent la Reichswehr en aval du Rhin jusqu'à Wesel. Le 20 mars, les syndicats déclarèrent que la grève générale était terminée; le 22, le SPD et l'USPD se joignirent à cette déclaration et le gouvernement social-démocrate remanié chercha à négocier avec les travailleurs soulevés de la Ruhr. Le 24 mars, un accord entre deux ministres sociaux-démocrates de l'Empire et des représentants, issus de la Ruhr, du SPD, de l'USPD et d'une partie du KPD, fut signé à Bielefeld³; cet accord réclamait l'arrêt des combats et la déposition des armes par les ouvriers insurgés et il promettait l'amnistie pour les actes illégaux commis pendant les combats et des mesures de politique sociale et de socialisation. Des fractions considérables des insurgés ne reconnurent pas plus cet accord que l'ultimatum posé par le gouvernement de l'Empire pour le 30 mars. À cause des querelles internes et à cause de l'organisation insuffisante de l'"Armée rouge" laquelle existait pour les trois centrales de commandement, parfois en rivalité, cette armée se décomposa dans les premiers jours d'avril. Après quelques escarmouches de troupes dispersées, le 3 avril à Duisburg, Recklinghausen et Oberhausen, le 4 à Mühlheim, le 5 à Dortmund et le 6 à Gelsenkirchen⁴, l'"Armée rouge" fut anéantie et la Reichswehr fut de nouveau maîtresse de la situation dans la région de la Ruhr; elle fit payer leurs violences aux ouvriers insurgés par une terreur encore plus grande⁵.

Voilà l'histoire de l'"Armée rouge" de la Ruhr brossée à grands traits. La prompte naissance de l'"Armée rouge" et ses rapides victoires initiales conduisirent à l'opinion – représentée en particulier dans la presse de droite – qu'il s'était agi, lors de tous ces événements, d'une insurrection "bolchevique" préméditée et organisée. En réalité, tous les indices militent pour penser qu'il s'est plutôt agi d'une structure paramilitaire née spontanément qui fut politiquement si divisée et aussi si incapable que, malgré les succès du début, on ne parvint pas une seule fois à proclamer la République des conseils, si l'on fait abstraction d'un épisode à Mühlheim. L'unique élément organisationnel qui permet de prouver la préméditation de l'insurrection, ce sont les organisations de combat édifiées en commun par l'USPD et le KPD depuis le début de l'année 1920⁶, y compris dans la région de la Ruhr, mais dont le caractère fragmentaire obligea la centrale du KPD(S), dans le contexte du soulèvement, à parler de leur « complète inanité » et de leur « totale insuffisance »⁷. Du reste, la mise sur pied de l'"Armée rouge" se réalisa spontanément sur la base du soulèvement unanime des ouvriers à cause de la Reichswehr qui était apparemment solidaire du régime réactionnaire de Kapp, dans une sorte de réaction en chaîne, par la formation de troupes locales qui s'équipèrent avec des armes cachées – pour la part la plus faible –, puis grâce à la prise de possession des arsenaux de la garde nationale et enfin grâce aux instruments de

force de 12 000 hommes d'après les indications de la Centrale de commandement de Hagen, et de 80 000 à 100 000 hommes selon l'estimation de la Reichswehr.

³ Voir le texte de l'Accord chez Gerhard Colm, *opus cité*, p. 115-117 ; chez E. Brauer, *opus cité*, p. 67 sq. ; et chez H. Spethmann, *opus cité*, p. 156 sq.

⁴ Voir Friedrich Stampfer, *Die ersten 14 Jahre der deutschen Republik* [Les 14 premières années de la République allemande], Offenbach/Main 1947, p. 181.

⁵ Voir à ce sujet Gerhard Colm, *opus cité*, p. 139 sq., qui est le moins partial.

⁶ Pol. Akten der Reg. Düsseldorf, n° 15785/13 sq. : *Denkschrift über die "Rote Armee" und andere Kampforganisationen* [Mémorandum sur l'"Armée rouge" et sur les autres organisations de lutte].

⁷ Cité dans : Gerhard Colm, *opus cité*, p. 58 ; voir aussi E. Brauer, *opus cité*, p. 86 sq.

combat pris aux troupes de la Reichswehr⁸, et qui se fédérèrent. Un autre élément du tableau de division qui résultait de la spontanéité du mouvement insurrectionnel est que, pendant les combats, ce sont trois centrales de commandement de l'"Armée rouge" qui s'établirent aussitôt et qu'aucune d'entre elles ne possédait d'autorité indubitable⁹. La centrale de Hagen était sous l'influence déterminante de l'USPD et elle s'en tint à l'accord de Bielefeld. Le conseil central d'Essen avait été élu le 25 mars comme direction politique suprême par les comités exécutifs locaux et il était dominé par les indépendants de gauche et les communistes; il appela à la grève générale contre l'ultimatum du 30 mars et il lança encore le 1^o avril le mot d'ordre – déjà illusoire – de l'armement général du peuple. Le haut commandement militaire siégeait à Mühlheim; il était subordonné au début à la centrale d'Essen, mais par la suite il s'autonomisa sous la direction des communistes oppositionnels de gauche et des syndicalistes révolutionnaires, il continua à mener le combat après l'accord de Bielefeld et il agit jusqu'à la fin avec le mot d'ordre de « la lutte jusqu'à la dernière goutte de sang ». Il ne peut pas être plus question d'ambition politique, de planification révolutionnaire, dans ce mouvement insurrectionnel que dans les combats antérieurs dans la région de la Ruhr et dans la plupart des autres insurrections qui ont suivi novembre 1918.

Selon un observateur contemporain des combats de la Ruhr, personne impartiale et ayant une formation en sociologie, le motif « de loin le plus important » des insurgés était « la haine de la Reichswehr qui se révélait à nouveau être réactionnaire »¹⁰. L'objectif de la révolution sociale, à laquelle seuls les ouvriers syndicalistes révolutionnaires et communistes de gauche étaient attachés de manière conséquente, n'est pas à éliminer de cette motivation, mais elle ne venait qu'en deuxième ligne. Ils ne prirent pas part aux négociations de Bielefeld, et ils ne reconnurent pas non plus les accords qui y ont été passés¹¹, mais ils espéraient au contraire avec le soulèvement faire le premier pas par rapport au second, celui de la révolution sociale en Allemagne. C'est la propagande des syndicalistes révolutionnaires et des communistes de gauche qui fournit les mots d'ordre politiques aux forces activistes les plus radicales – ainsi qu'on le montrera, contre la volonté des directions des organisations de la FAUD et du KPD(S) de Berlin –. La FAUD avait à peu près atteint, à l'époque de l'insurrection de la Ruhr, le point culminant de son développement organisationnel dans la région de la Ruhr; elle avait pu constituer ses fédérations depuis mai 1919 et elle gagna en capacité d'influence régionale du fait de la fondation, dominée par elle, de la FAU de la Rhénanie-Westphalie en septembre. Les divergences qui conduiraient à l'autonomisation de la tendance de Gelsenkirchen ne s'étaient pas encore complètement manifestées au début de 1920. En outre, la FAU fut la seule organisation syndicale qui mit en œuvre à partir d'octobre 1919 une action ciblée pour la journée de travail de six heures dans les mines de charbon¹², action dans laquelle sa recommandation pour le moyen de lutte de la résistance passive avait été bien reçue par les ouvriers, et elle continua à mener avec succès sa guérilla contre les anciennes fédérations syndicales¹³. Lors du Congrès constitutif de la FAUD en décembre 1919 à Berlin, un délégué de Duisburg prétendit que 90% des mineurs de la région de la Ruhr

⁸ Voir à ce sujet Gerhard Colm, *opus cité*, p. 65 sq. ; et : E. Brauer, *opus cité*, p. 80 sq. À côté de toutes sortes d'armes de poing et d'explosifs, les insurgés disposaient aussi finalement d'une série de pièces d'artillerie et de mortiers ainsi que de 2 avions.

⁹ Voir pour la suite la caractérisation des 3 centrales par E. Brauer (*opus cité*, p. 49-60) ; voir aussi Gerhard Colm, *opus cité*, p. 61 sq.

¹⁰ Gerhard Colm, *opus cité*, p. 55.

¹¹ Voir Gerhard Colm, *opus cité*, p. 117 : « L'on trouve parmi les signatures les représentants des trois partis socialistes, mais pas de représentants des travailleurs en lutte, pas de représentants de l'Opposition, et donc pas de syndicalistes révolutionnaires ou de communistes de gauche ».

¹² Voir pour ce qui concerne les causes et le déroulement de toute l'action : Manfred Dörnemann, *opus cité*, p.98 et 47.

¹³ Dörnemann, *opus cité*, p. 68 (la suite de la note est illisible (NdT)).

étaient syndicalistes révolutionnaires¹⁴, et, au début de 1920, Augustin Souchy déclara – bien que la Commission Commerciale de Berlin prenne soin d'être prudente dans ce genre de pronostic – que les syndicalistes révolutionnaires étaient désormais peut-être si forts dans le district de la Ruhr qu'ils pouvaient – dans des circonstances favorables et si on en arrivait à une nouvelle révolution dans pas trop longtemps – entamer la prise de possession révolutionnaire des entreprises par les producteurs¹⁵. Eu égard à ces faits, il est certain que la FAUD de Rhénanie-Westphalie eut une influence considérable sur les insurgés de la Ruhr de mars 1920. L'appartenance syndicale suivante des insurgés de la Ruhr, exprimée en pourcentage et calculée par l'observateur contemporain à l'aide de matériaux statistiques insuffisants, est, selon cet éclairage, parfaitement crédible en tant que valeur approximative; il y avait donc 53,2% des insurgés organisés dans l'ADGB, 44,9% dans la FAU, 1,1% dans les syndicats de Hirsch-Duncker et 0,8% dans les syndicats chrétiens¹⁶. Par rapport à l'importance numérique respective de ces syndicats, la FAU était relativement le syndicat représenté largement le plus fortement par ses membres. Cela ne signifie cependant pas que près de la moitié des combattants, conscients et sous une direction unitaire, cherchait à réaliser un programme révolutionnaire tracé par la FAUD; cela signifie plutôt que ces mêmes ouvriers activistes ou bien seulement excitables, qui étaient sortis par une opposition d'exaspération des anciens syndicats à cause de leurs revendications sociales-révolutionnaires ou même seulement sociales déçues, et qui avaient adhéré à la FAU, étaient ceux qui se lancèrent – munis si nécessaire de quelques mots d'ordre des syndicalistes révolutionnaires¹⁷ – dans la lutte armée et y restèrent le plus longtemps – comme on peut le voir dans le comportement de la centrale de commandement de Mühlheim –. Ces syndicalistes révolutionnaires récents, qui appartenaient fréquemment en même temps aussi à l'USPD ou au KPD, s'engagèrent dans l'"Armée rouge" en dépit de l'attitude des porte-parole idéologiques de la FAUD de Berlin (Rocker, Kater, Oerter, etc.) qui refusaient par principe cet engagement. Rocker par exemple se vit conforté, par l'échec de l'insurrection de la Ruhr, dans sa conviction « que l'action armée n'était pas un moyen approprié pour abattre le pouvoir militaire »¹⁸. Lui et les autres vétérans syndicalistes révolutionnaires de la Commission Commerciale de Berlin considérèrent le manque de pénétration des idées constructives du syndicalisme révolutionnaire, et l'appartenance encore répandue des membres à des partis, comme les causes de l'engagement des organisations de la FAU de la Rhénanie-Westphalie¹⁹. À la forte représentation des syndicalistes révolutionnaires de la Rhénanie-Westphalie dans l'"Armée rouge" correspondit le grand degré de dislocation organisationnelle de la FAU après la répression de la sédition et après le début de ce que l'on a appelé la "terreur blanche" de la Reichswehr; des centaines d'insurgés furent passés par les armes en vertu de la loi martiale, des milliers durent fuir – « dans la plupart des cas justement les membres des exécutifs de nos organisations », rapporta Rocker –²⁰.

L'organisation syndicaliste révolutionnaire dont les idées n'eurent, ni avant ni après le soulèvement de la Ruhr de mars 1920, une résonance aussi forte dans les actions de masse prolétariennes, était jusque là mieux établie et plus nombreuse que le KPD(S) dans la région

¹⁴ Voir Saurma-Jeltsch, *opus cité*, p. 12.

¹⁵ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 10.

¹⁶ Gerhard Colm (*opus cité*, p. 49) a calculé ces pourcentages au moyen des listes d'aide pour les victimes de l'insurrection de mars dans lesquelles l'appartenance syndicale était donnée pour 374 noms.

¹⁷ Voir pour être exact Gerhard Colm (*opus cité*, p. 81 sq.) : « Si l'on compare les ... principes des syndicalistes révolutionnaires avec le mouvement de la Ruhr dans son ensemble, l'on s'aperçoit d'une part que tout le mouvement est, en partie consciemment, en partie inconsciemment, imprégné par les idées et les méthodes syndicalistes révolutionnaires, et l'on constate d'autre part que les nombreux membres de la "Freie Arbeiter-Union" (FAU) n'ont pas respecté des principes essentiels du fait de leur participation à l'"Armée rouge" ».

¹⁸ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 16.

¹⁹ Voir aussi Gerhard Colm, *opus cité*, p. 82.

²⁰ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 16.

de la Ruhr. Heinrich Brandler avait déclaré à la fin février (1920), lors du Congrès du KPD(S), et sur la base de ses observations – très vraisemblablement en référence à cette prépondérance des syndicalistes révolutionnaires et au particularisme qui en découlait – que, justement dans la région de la Ruhr, on n'avait pratiquement pas du tout d'organisation²¹. En réalité, le KP était évidemment établi également dans la Ruhr; d'après des estimations contemporaines, l'appartenance de parti des insurgés de l'"Armée rouge" se répartissait de la manière suivante : USPD 58,4%, KPD 30,9%, SPD 10,7%²². Le KP était donc présent et il était représenté relativement fortement dans les combats; mais, pour les communistes de la Rhénanie-Westphalie, les mots d'ordre de la centrale du parti de Berlin n'avaient pas toujours beaucoup de poids à cette époque-là. En l'absence de Levi, qui était en prison, mais en total accord avec lui, la centrale du KPD(S) avait discuté le 21 mars 1920 puis déclaré officiellement le 26 du même mois que, étant donné la grande influence du SPD et de l'USPD sur la majorité des ouvriers et vu la faiblesse du KP et le manque d'une puissance militaire suffisante, elle se conduirait à la manière d'une « loyale opposition » par rapport à un gouvernement socialiste : « Par loyale opposition, nous entendons : pas de préparation de révolution violente, mais naturellement liberté d'agitation politique du parti pour ses objectifs et ses mots d'ordre »²³. Avec cette « loyale opposition » vis-à-vis du gouvernement social-démocrate et par la continuation de son cours opposé à l'action déjà dévoilé en 1919, la centrale cherchait à avoir une influence modératrice sur les insurgés de la Rhénanie-Westphalie. Le 26 mars, Wilhelm Pieck, en tant qu'émissaire de la centrale à une conférence de tous les comités exécutifs à Hagen, conseilla vivement « encore et encore la modération », car il voyait venir une effusion de sang inutile si l'on essayait de pousser les combats dans la région de la Ruhr plus loin que la situation d'ensemble dans l'Empire ne le permettait²⁴. C'est dans le même sens que s'exprima Paul Levi lui-même lors d'une assemblée générale des comités exécutifs à Essen le 28 mars et il donna prise à la critique violente des syndicalistes révolutionnaires et de l'opposition favorable à la lutte²⁵. Les contradictions, qui existaient depuis la fondation du KPD(S), entre les communistes de gauche combattifs et la centrale et ses partisans soucieux de l'organisation, se manifestèrent à nouveau dans la position prise par rapport aux combats de la Ruhr. Dans la Ruhr, la volonté de lutte résolue l'emporta chez les ouvriers communistes depuis le début du mouvement de défense contre le putsch de Kapp et cette opposition s'était consolidée dans l'hostilité à l'accord de Bielefeld. Elle réclamait l'abolition du système parlementaire et l'instauration de la République des conseils²⁶, et elle espéra jusqu'à la fin un élargissement des combats armés à d'autres lieux de l'Empire. Cet espoir des insurgés de la Ruhr fut déçu. L'"Armée rouge" du Vogtland, avec laquelle Max Hoelz tenta de mettre en œuvre depuis la mi-mars une action de soulagement en faveur des insurgés de la région de la Ruhr²⁷, resta sans lendemain dans la région industrielle de l'Allemagne centrale, car le KP de Chemnitz en particulier, sous la direction de Heinrich

²¹ Rapport sur le III^e Congrès du KPD(S), p. 16.

²² Gerhard Colm (*opus cité*, p. 44) a calculé ces chiffres sur la base des indications d'appartenance de parti des 149 noms figurant sur les listes d'aide aux victimes de l'insurrection de la Ruhr.

²³ "Die Rote Fahne", 3^e année (1920) n^o 32 ; voir également : *Die KPD im eigenem Spiegel* [Le KPD dans son miroir] (KAPD-Verlag), p. 17 ; voir pour les détails concernant la discussion de cette déclaration : K. H. Tjaden, *opus cité*, p. 8 sq.

²⁴ Voir Gerhard Colm, *opus cité*, p. 121.

²⁵ *Ibidem*, p. 122. La Centrale berlinoise se décida pourtant plus tard, après l'instauration de la "terreur blanche" dans la Ruhr, à appeler encore à la grève générale, mais elle ne fit pas preuve d'une position très claire dans l'ensemble de la situation après le putsch de Kapp ; voir là-dessus une opinion critiquée dans : *Die KPD im eigenem Spiegel*, p. 16-27. Voir aussi O. K. Flechtheim, *opus cité*, p. 62 sq.

²⁶ Voir des exemples de cette revendication de l'Opposition dans la presse du KP de Rhénanie-Westphalie : E. Brauer, *opus cité*, p. 69 sq.; Gerhard Colm, *opus cité*, p. 76 sq.

²⁷ Voir l'histoire de cette action dans : Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Rote Fahne* [De la Croix blanche au Drapeau rouge], p. 85 sq.

Brandler, adopta la position de la centrale de Berlin²⁸ et condamna l'action de Max Hoelz avec l'argument que cela n'avait pas de sens « d'organiser une Armée rouge dans le Vogtland alors que l'étranglement des mineurs de la Ruhr (se passait) sans résistance sérieuse dans le reste de l'Allemagne »²⁹. À Berlin, d'où les rebelles de la Ruhr avaient attendu en premier lieu la continuation de leur mouvement, la majorité communiste de gauche du KP se distingua par ses préparatifs à la lutte armée. Elle était – ainsi que le Congrès constitutif du KAPD, qui se tint avant la fin des derniers combats dans la Ruhr, le déclara – « résolue depuis le premier instant à mener la lutte pour la dictature du prolétariat »³⁰; elle avait, avec son mot d'ordre de création d'une "Armée rouge", eu un succès qui avait dépassé de loin ses espérances. Mais les centuries prolétariennes levées par la majorité communiste de gauche activiste du KP de Berlin ne devinrent pas la base d'une "Armée rouge" car, dans la capitale de l'Empire, le déroulement de la grève générale resta complètement sous le contrôle des deux partis sociaux-démocrates. L'attitude de la centrale du KPD(S) facilita certainement à l'opposition son autonomisation organisationnelle et elle lui offrit plus tard, lors des tractations avec le Komintern, de solides arguments contre la centrale de Levi. L'opposition se constitua en parti communiste qui voulait prendre en charge à l'avenir la direction de la lutte activement révolutionnaire.

2. L'Action de Mars du VKPD en 1921

Dans ce que l'on a appelé l'Action de Mars du VKPD (1921), c'est la première fois dans l'histoire du communisme allemand que le parti fit, de manière indépendante et sur la base d'une résolution de sa centrale, un pas en direction de la conquête armée du pouvoir d'État. On cherchera, dans ce qui va suivre, à exposer la situation du KAPD dans le communisme allemand au début de l'Action de Mars et à esquisser son rôle dans les combats en Allemagne centrale. L'étude matérielle de ces combats et l'examen de la critique communiste adressée à l'Action de Mars permettront quelques déductions sur ce en quoi cette action a été différente des révoltes et des insurrections précédentes et sur ce qu'elle a eu en commun avec elles. Les communistes de gauche – ainsi que cela a été exprimé lors du Congrès constitutif du KAPD – n'avaient jamais dit que « la révolution était morte ». « La révolution n'était pas morte, elle n'était qu'abasourdie par les coups des chefs »¹. C'est conformément à cette conviction que la direction berlinoise du KAPD, qui faisait autorité, régla complètement sa tactique, au cours de la maigre année de consolidation du parti, d'avril 1920 à mars 1921, sur le tout prochain pas vers la révolution sociale. Ses actions contre la loi du désarmement, contre les livraisons d'armes à la Pologne, etc.², étaient à leur place dans le cadre de cette tactique. De même ses efforts pour l'élargissement des grèves locales en « luttes pour la prise du pouvoir »³, comme par exemple dans la grève sauvage des ouvriers électriciens de novembre 1920 à Berlin, qui fut finalement défaite par le président de l'Empire à l'aide de l'article 48 de la constitution de la République de Weimar. C'est ainsi que les chômeurs, qui était la fraction la plus facilement

²⁸ Voir Heinrich Brandler, *Die Aktion gegen den Kapp-Putsch im Westsachsen* [L'action contre le putsch de Kapp en Saxe occidentale], Berlin 1920 ; ce texte fut diffusé par la Centrale afin de justifier sa position après le putsch de Kapp ; voir aussi sa critique par Max Hoelz, *opus cité*, p. 98 sq.

²⁹ "Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 46 ; voir également : "Die Rote Fahne", 3^e année (1920) ; n^o 39 ; voir aussi plus loin le paragraphe sur Max Hoelz.

³⁰ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

¹ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

² Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur le Centre berlinois du KAPD.

³ Bernhard Reichenbach, *opus cité*, p. 123.

excitable de la classe ouvrière, étaient le groupe-cible privilégié de leur agitation : « Notre devoir doit consister à transformer la masse des sans-travail d'un appendice des partis parlementaires et des syndicats en un facteur de la révolution »⁴. On en arriva à de telles prises du pouvoir locales en août 1920, dans le cadre des actions de défense contre les livraisons d'armes à la Pologne, par exemple à Velbert, une localité de la Ruhr, et à Köthen, en Allemagne centrale, où le KAPD proclama pendant un bref laps de temps des républiques des conseils⁵. Mais, étant donné la faiblesse du parti, ces entreprises restèrent inévitablement des épisodes. Elles accordaient cependant malgré tout de la fermeté à leurs mots d'ordre d'impatience révolutionnaire et elles ne furent pas toujours non plus sans conséquences. Au début de 1921 par exemple, Max Hoelz et ses compagnons avaient effectué, parfaitement dans l'esprit du KAPD, si ce n'est sur son instruction directe, une série d'attentats à la dynamite entre autres à Falkenstein (Vogtland), à Dresde, à Leipzig et à Freiberg⁶. De la même manière, le KAPD fut au moins indirectement impliqué dans l'attentat à l'explosif du 13 mars 1921⁷, contre la colonne de la victoire à Berlin. Comme Hoelz, Wilhelm Hering, appelé "Ferry", l'auteur de l'attentat contre la colonne de la victoire, ne travaillait pas sur les instructions mais dans l'esprit du KAP. La KAZ applaudit à ces actions :

« Il s'agit d'extirper cette croyance dans la supériorité, dans le caractère assuré et inébranlable, de l'appareil d'État bourgeois, et aussi cette crainte des directeurs tout-puissants, des bonzes et des gens à lunettes, et tous les moyens comme l'attentat à la bombe à Falkenstein et l'attentat à la dynamite contre la colonne de la victoire sont justes s'ils demeurent dans le champ visuel du but suprême. »⁸

Se fondant sur la croyance en l'actualité durable de la révolution, le KAPD était donc, en mars 1921, prêt au combat au degré le plus élevé, même si ce n'était pas avec des forces considérables. Une attitude motivée différemment, mais orientée également vers l'offensive, s'était aussi produite à cette époque-là chez le parti frère, plus puissant mais avec lequel il était brouillé, le VKPD. La fusion du KPD(S) avec l'aile gauche de l'USPD, qui était préparée depuis longtemps par la politique de Paul Levi et qui fut réalisée en décembre 1920, apporta soudain au KP des centaines de milliers de membres, un appareil organisationnel solide et l'enthousiasme provoqué par une force de frappe accrue. Mais entre décembre 1920 et mars 1921, il n'y eut pas de virage à gauche immédiat dans le PC allemand. Ce sont plutôt les forces de gauche, lesquelles avaient appartenu originellement à l'opposition au cours de Levi, mais qui étaient restées dans le KPD(S) après la fondation du KAP, qui se mirent en valeur. Dans le cas de Paul Fröhlich, on en a la preuve avec l'exemple de quelqu'un qui a joué un rôle de premier plan. Fröhlich s'était situé dans l'opposition de gauche depuis la fondation du parti à cause de son passé IKD⁹ et il avait aussi critiqué impitoyablement l'attitude de la centrale durant le putsch de Kapp; à son avis, la centrale n'aurait dû s'engager dans aucune déclaration de « loyale opposition », elle aurait dû au lieu de cela orienter « l'ensemble des forces ... vers

⁴ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 170.

⁵ Voir à ce sujet le ton ironique de Paul Fröhlich lors du III^o Congrès du Komintern : *Procès-verbal du III^o Congrès du Komintern*, p. 227.

⁶ Voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zum Roten Fahne*, p. 138 sq.

⁷ Le 13 mars 1921, 6 kg d'explosifs, qui n'avaient pas explosé en raison d'une mèche défectueuse, furent découverts au pied de la colonne de la victoire de Berlin. L'interprétation officielle de cet attentat donnée par le KP depuis 1921 jusqu'à aujourd'hui est que cela est l'œuvre d'agents provocateurs de la police ; voir *Die Märzkämpfe 1921* [Les combats de mars 1921] ; avec un Appendice documentaire, édité par L'Institut Marx-Engels-Lénine-Staline auprès du CC du SED, Berlin 1956, p. 71 sq.

⁸ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 179 : *Der Geist von Hölz ist wach !* [L'esprit de Hoelz est en éveil !] - L'article entraîna - comme bien d'autres auparavant - l'arrestation du rédacteur responsable du "KAZ".

⁹ Voir à ce sujet son article du 29/03/1921 dans : "Die Internationale", 3^o année (1921), n^o 3 : *Offensive*. Il y règle ses comptes avec les occasions manquées d'insurrections par la Centrale de Levi.

la continuation des combats »¹⁰. En réaction à cette critique, la centrale l'avait accusé d'une « rechute de maladie infantile »¹¹. Après examen de la situation extérieure et intérieure¹², Fröhlich et une série d'autres dirigeants du KP, qui n'avaient pas partagé jusqu'à présent son point de vue communiste de gauche (Brandler, Thalheimer, etc.), secondés par une délégation du Komintern sous la direction de Béla Kun¹³, s'imposèrent avec leur détermination à oser maintenant une tentative de soulèvement, qui avait été négligée de manière si blâmable par la centrale de Levi lors des occasions précédentes. Ce nouveau cours fut également soutenu par une opposition de gauche qui s'était déjà reconstituée dans l'organisation berlinoise après l'expulsion du KAP et qui était dirigée par Ernst Reuter (pseudonyme : Friesland); celui-ci avait été lui-même proche à l'origine du cercle gravitant autour de Karl Schröder durant la première année du KPD(S)¹⁴. La centrale dotée d'une nouvelle orientation plaçait son cours à peu près au milieu entre le KAPD et la centrale de Levi. Dans l'écrit qui justifia ultérieurement l'Action de Mars, il était dit entre autres que, après les mesures justes et nécessaires du Congrès de Heidelberg du KPD(S) contre les éléments "putschistes" qui étaient trop pressés, l'ancienne centrale était tombée dans l'autre extrême : dans le refus des actions en général. « La droite, qui dirigeait autrefois le parti, a tellement craint des putschs éventuels que, par peur, elle empêcha toute action »¹⁵. La propagande de la nouvelle centrale devint finalement si véhémement qu'elle égala, du point de vue du contenu, les mots d'ordre du KAP, par exemple dans l'Appel du 18 mars (1921) en rapport avec le désarmement que l'on faisait traîner en longueur des corps francs bavarois : « Que chaque travailleur se fiche de la loi et se procure une arme là où il la trouvera! »¹⁶. La réussite de cette nouvelle centrale orientée vers l'offensive fut finalement facilitée par la démission des plus importants représentants de l'ancien cours opposé à l'action; Paul Levi, Clara Zetkin, entre autres, furent éliminés de la centrale à la fin février (1921) à cause de leurs querelles avec le Komintern. Ce fut donc là la situation dans le communisme allemand qui permit le travail en commun du VKPD et du KAPD dans l'Action de Mars.

La séquence des combats de mars de l'année 1921, que l'on peut reconstituer objectivement, est grosso modo la suivante¹⁷ : le 16 mars 1921, le président de la province de Saxe, Hörsing, prit prétexte d'une série de rébellions ouvrières dans la région industrielle de l'Allemagne centrale, qui ne distinguaient guère des précédentes, pour annoncer l'entrée de troupes de la police de sûreté en provenance de Berlin, laquelle eut lieu le 19 dans la zone entourant Mansfeld. Du fait de l'indignation des ouvriers suscitée par cette action ressentie comme injustifiée et sous l'influence des mots d'ordre offensifs de la centrale du VKPD, la décision de la grève générale fut prise à Mansfeld, dans la nuit du 19 au 20 mars, et la grève générale elle-même fut proclamée le 21. Le 23, on en arriva aux premiers combats entre des troupes de la police de sûreté et les ouvriers qui s'armaient – plus ou moins spontanément – ainsi qu'aux attentats à la dynamite à Dresde, à Freiberg, à Leipzig, à Plauen, etc., qui induirent

¹⁰ "Die Internationale", 2^e année (1920), n^o 24 : *Die Kappade und die Haltung der Partei* [Le putsch de Kapp et la position du parti].

¹¹ August Thalheimer dans : "Die Internationale", 2^e année (1920), n^o 25.

¹² Voir la discussion détaillée de ces conditions, laquelle ne peut pas être poursuivie dans le cadre de ce travail, chez Werner T. Angress, *opus cité*, p. 114-117.

¹³ Au sujet du degré controversé d'influence directe prise par le CEIC dans l'orientation offensive de la Centrale du VKPD, voir à nouveau la discussion dans : Werner T. Angress, *opus cité*, p. 119-122.

¹⁴ Attesté dans : *Die Roten Kämpfer*, *loc. cit.*, p. 446.

¹⁵ *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive. Die Lehren der März-Aktion* [Tactique et organisation de l'offensive révolutionnaire. Les leçons de l'Action de Mars]. Leipzig/Berlin 1921, p. 7.

¹⁶ "Die Rote Fahne", 4^e année (1921), n^o 129 ; de même que le "KAZ" quelques jours auparavant, ce numéro du "Rote Fahne" fut lui aussi saisi. Le KAP se montra surpris par cet appel et il fit le commentaire suivant : « Il est juste d'appeler les travailleurs à s'auto-armer. Mais le véritable combat commence dans les entreprises ; ce n'est qu'ensuite que viennent la rue et les armes ». "Kommunistische Montags-Zeitung (Organ der KAPD)", 2^e année (1921), 21 mars 1921.

¹⁷ Voir à ce sujet l'interprétation officielle du parti dans : *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive* (*opus cité*), et la présentation critique chez Werner T. Angress, *opus cité*, p. 137-166.

toute une série d'action et d'escarmouches sporadiques similaires. Le même jour, les ouvriers de la Leuna-Werk près de Merseburg déclarèrent la grève générale à cause des événements survenus dans la région de Mansfeld et les ouvriers des chantiers navals de Hambourg eurent des accrochages sanglants avec la police dans une grève de solidarité. Le 24, le président de l'Empire déclarait, sur la base de l'article 48 de la Constitution de la République de Weimar, l'état d'urgence non militaire pour la province de la Saxe et la centrale du VKPD décidait, en accord avec la centrale berlinoise du KAPD, d'appeler à une grève générale le même jour dans tout l'Empire. D'après le compte rendu de la centrale, l'appel fut suivi par 1 million de travailleurs, mais en réalité par pas plus de 200 à 300 000¹⁸. À la suite de cet appel, on en vint dans la région de la Ruhr, à Berlin et dans plusieurs endroits de l'Empire, à d'autres mouvements insurrectionnels. Le lieu principal de la lutte resta cependant la région industrielle de l'Allemagne centrale où finalement à peu près 40 000 ouvriers affrontèrent environ 17 000 policiers et militaires¹⁹. Le 28 mars, la Leuna-Werk tomba sous le feu d'artillerie des troupes de la Reichswehr et le 31 la centrale du VKPD retira son appel à la grève générale au vu de la défaite dans les combats d'Allemagne centrale; le 1^o avril, les dernières troupes d'ouvriers armés y étaient réduites à néant.

L'influence des organisations dans les combats de mars en Allemagne centrale fut indubitablement plus consistante que dans les combats de la Ruhr de l'année précédente et les mots d'ordre révolutionnaires y furent plus ciblés. Les deux partis communistes étaient relativement bien établis précisément dans cette partie de l'Empire. Lors des élections au Landtag prussien de février 1921, le VKPD obtint dans la circonscription électorale de Halle-Merseburg 197 113 voix contre 74 754 à l'USPD et 70 340 au SPD²⁰. Le KAP/AAU enregistrait également des succès organisationnels justement dans la région de Mansfeld. La KAZ annonça à la fin janvier 1921 que l'organisation du KAP et de l'AAU à Aschersleben, à Eisleben, à Hettstedt, à Mansfeld, etc.²¹, s'était consolidée, et encore en février « une révolutionnarisation en progrès des masses dans le district de Mansfeld »²². La décision de grève générale du 18-19 mars à Mansfeld et d'autres mesures politiques furent intensifiées avec assurance par les deux partis communistes et influencées par des courriers en provenance des centrales de Berlin²³. Mais les véritables combats avec les troupes de la police et de la Reichswehr ne furent, comme l'année précédente dans la région de la Ruhr, ni pris en charge ni organisés par les partis communistes ou même par leurs centrales, mais par des troupes ouvrières ad hoc se réunissant sous le commandement de chefs plus ou moins anonymes que la rumeur entourait généralement d'un caractère rebelle expérimenté. Comme l'année précédente, il apparut que les KO, au développement desquelles aucune attention particulière n'avait été portée sous l'égide de Paul Levi, ne furent pas des instruments utilisables entre les mains des centrales du KP²⁴. La centrale du VKPD responsable de l'Action de Mars avoua plus tard la complète désorganisation militaire dans les combats en Allemagne centrale.

¹⁸ Voir la discussion des ces données chiffrées chez Werner T. Angress, *opus cité*, p. 166.

¹⁹ Voir *ibidem* ; voir aussi O. K. Flechtheim, *opus cité*, p. 75.

²⁰ Werner T. Angress, *opus cité*, p. 127.

²¹ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 186 : *KAPD im Mansfelder Gebirgs- und Seekreis* [Le KAPD dans le district des montagnes et du lac de Mansfeld). Il y était annoncé entre autres que, dans le district d'Aschersleben, 14 groupes locaux étaient passés de la FAUD à l'AAUD. La FAUD n'avait jamais eu l'importance de l'AAU/KAP dans le district industriel de l'Allemagne centrale - excepté quelques enclaves telles que celle de Sömmerda.

²² "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 174.

²³ Franz Jung rend compte d'un tel service postal dans : *Der Weg nach unten*, p. 202-206.

²⁴ Voir pour plus de précision Werner t. Angress, *opus cité*, p. 105 sq.

Les vains efforts déployés par Hugo Eberlein²⁵, le dirigeant des KO illégales²⁶ qui venait d'être nommé et qui se trouvait à Halle le 22 ou le 23 mars, montre très clairement la faible influence directe du VKPD sur les combats une fois qu'ils eurent commencé. Eberlein essaya d'exciter la volonté de combat des ouvriers d'Allemagne centrale avec des attentats à la dynamite, des enlèvements simulés de chefs locaux du KP et des mesures similaires; ses entreprises échouèrent en grande partie du fait de l'inefficacité totale des KO existantes, à propos desquelles il fit remarquer à l'occasion en se résignant qu'elles ne possédaient même pas un morceau raisonnable de mèche pour mener un travail sérieux²⁷. Ni Eberlein ni Béla Kun²⁸, qui, sur ordre de la centrale tenta d'avoir avec lui, à partir de Halle, de l'influence sur les ouvriers en révolte, ne purent s'imposer²⁹. Les dirigeants berlinois du KAPD ne purent finalement pas davantage prendre le contrôle du cours de l'insurrection armée. Les chefs du KAP, Fritz Rasch et Franz Jung, étaient venus de Berlin en Allemagne centrale, pour « déclencher une grève dans la région de Mansfeld, l'élargir en une grève générale qui devait être étendue à toute l'Allemagne »³⁰. L'agitation du VKPD et du KAPD contribua à l'aggravation de la situation mais la direction des combats armés qui éclataient échappa aux centrales des deux partis communistes. Cette direction reposait entre les mains de rebelles prolétariens qui vivaient depuis longtemps dans l'illégalité, qui soit appartenaient au KAPD soit se solidarisaient avec lui, sans pour cela se placer sous les ordres de la centrale berlinoise du KAP.

Le phénomène le plus connu de ce type fut Max Hoelz, qui fut poursuivi par mandat d'arrêt à partir de son action dans le Vogtland en mars 1920 et qui était venu le 21 mars 1921 de Berlin dans la zone de grève, à la nouvelle de la grève générale de Mansfeld³¹. À partir du 23, il organisa, depuis un quartier général situé entre Hettstedt et Eisleben, une troupe d'ouvriers qui s'arma surtout de manière spontanée et qui comprenait déjà le 25 – d'après les données de Hoelz – environ 2 500 hommes. Après une série de combats avec des troupes de la police de sûreté et après une vaine tentative de s'associer avec les groupes ouvriers de la Leuna-Werk à Merseburg le 28 mars, les troupes de Hoelz furent anéanties le 1^{er} avril. Durant cette époque, Hoelz envoya à la centrale du KAP à Berlin de l'argent tiré de butins pour imprimer des journaux et des tracts³². Il assura pourtant qu'il s'était efforcé depuis le premier jour des combats d'établir vainement des contacts avec la direction des deux partis communistes³³. Paul Fröhlich affirma plus tard que Hoelz n'avait pas « été convaincu de se soumettre à une direction politique »³⁴. Étant donné le manque de plan clair de la part des deux directions communistes et étant donné la nature rebelle de Max Hoelz, il est à présumer que ces deux éléments sont pertinents et qu'il faut voir en eux, du point de vue tactique, la cause

²⁵ Concernant la biographie d'Eberlein, voir plus haut le paragraphe sur le Congrès constitutif du KPD(S).

²⁶ Ici et pour la suite, voir Werner T. Angress, *opus cité*, p. 143 sq. Angress s'appuie avant tout sur les soi-disant "Worwärts-Enthüllungen" [Les révélations du "Vorwärts"], des documents qui ont été rassemblés par la fraction de Levi comme matériau d'accusation contre la Centrale, qui ont été emmenés par Clara Zetkin lors d'un voyage à Moscou, et qui ont été publiés à partir de novembre 1921 par l'organe du SPD, le "Vorwärts".

²⁷ Voir *ibidem*, p. 146.

²⁸ Béla Kun (1886-1939), le chef de la République des conseils hongroise de mars à août 1919, avait un grand prestige en tant qu'organisateur de l'insurrection armée. Voir concernant son activité hongroise, depuis peu : Rudolf L. Tökès, *Béla Kun and the Hungarian Republic*, New York 1967.

²⁹ Concernant l'activité de Kun et d'Eberlein, voir Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 202 sq.

³⁰ *Ibidem*, p. 198.

³¹ Voir ici et pour la suite, Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 143-170 ; en outre, l'écrit de l'aide de camp de Hoelz durant les combats d'Allemagne centrale, l'éditeur du "Mansfelder Volkszeitung" qui a pu échapper après la fin des combats de mars à une condamnation grâce à sa fuite en URSS : Josef Schneider, *Die blutige Osterwoche im Mansfelder Land, Tatsachenmaterial aus der Märzaktion* [La semaine sanglante de Pâques dans la région de Mansfeld, matériaux factuels sur l'Action de mars], Vienne 1922.

³² Voir Max Hoelz, *opus cité*, p. 149 et 152.

³³ *Ibidem*, p. 149 et 156.

³⁴ *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive*, p. 38.

principale de l'échec de l'insurrection. Hoelz reçut uniquement de la représentation politique des deux partis à Halle une autorisation globale qui « fut souscrite par les camarades dirigeants berlinois du KPD et du KAPD »³⁵ et qui lui attribuait la direction suprême des troupes combattantes. C'est vraisemblablement sur cela et sur sa renommée ultérieure que se fonda l'idée fautive selon laquelle Hoelz aurait réellement eu ces combats sous son contrôle. En vérité, plusieurs troupes combattirent sous le commandement de chefs différents, en des endroits différents de la zone de l'insurrection, indépendamment les unes des autres, et les tentatives de coordination de Hoelz restèrent courtes dès le début. L'un des chefs de groupe de combat les plus importants à côté de Hoelz fut Karl Plättner, à propos duquel Franz Jung prétendit même que sa part dans l'insurrection de Pâques avait été plus grande que celle de Hoelz, mais qu'elle avait été moins connue du public³⁶. Plättner était membre du KAP et il avait déjà derrière lui une plus longue expérience du travail illégal que Hoelz³⁷. Sa troupe d'élite comprenait plus de cent hommes armés. Si la zone d'opérations de Hoelz était surtout la région située entre Eisleben et Hettstedt, Plättner opérait dans la région entre Halle et Bitterfeld. Il s'y présenta de temps à autre, en exploitant habilement la renommée de Hoelz et en trompant la police, sous le nom de Hoelz, ce que celui-ci ne lui pardonna pas³⁸. Les éléments armés du personnel de la Leuna-Werk à Merseburg³⁹, qui comptait environ 25 000 employés, constituèrent un facteur encore plus important⁴⁰ dans les combats d'Allemagne centrale que les groupes de Hoelz et de Plättner, qui n'étaient d'ailleurs pas les seuls groupes de ce type. Ce personnel qui était recruté dans le prolétariat agricole des environs proches ou lointains, sans tradition d'organisation, forma l'organisation vraisemblablement la plus forte de l'AAUD en Allemagne centrale. À partir de l'été 1920, Peter Utzelmann, qui fut un membre fondateur du KAPD, y travailla sous le pseudonyme de Kempin; il était parti de Berlin après s'être « mis quelque peu en avant » avec ses camarades communistes de gauche lors de la résistance contre le putsch de Kapp. Selon ses données, l'AAU comptait à la Leuna-Werk, à l'époque de l'Action de Mars, environ 10 000 membres et elle disposait de son propre journal⁴¹. Utzelmann fut désigné le 21 mars, en compagnie de son camarade du KAP Max Prenzlau, un ouvrier métallurgiste berlinois, et de deux représentants du KPD, chef du comité d'action pour la mise en œuvre d'une grève éventuelle, par une assemblée de masse à la Leuna-Werk. Dès les jours suivants, on commença par distribuer des armes aux ouvriers, et les 23 et 24 mars, après le début de la grève générale à la Leuna-Werk, on forma en tout 17 centurions prolétariennes contre l'approche possible des troupes de la police de sûreté⁴². Il y eut des rivalités entre les deux partis communistes dans la direction de la grève générale⁴³ qui rendirent plus difficile la prise de décision dans les questions tactiques les plus importantes. Les représentants du KAP avaient une position plus

³⁵ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 157.

³⁶ Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 212.

³⁷ Voir plus loin le paragraphe sur « la lutte en bandes organisées » de Plättner.

³⁸ Voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 181. Franz Jung décrit Hoelz dans ses souvenirs comme « arrogant et porté à l'ostentation » (*Der Weg nach unten*, p. 211). Mais c'est un souffle particulièrement médisant qui traverse les souvenirs de Jung. D'après son interprétation, Plättner était le « concurrent principal » de Hoelz. Avant son arrestation, Hoelz aurait fait un procès à Plättner devant un tribunal d'honneur du parti pour s'être accaparé de sommes d'argent et de quelques cuillères en platine qui avaient été prises dans le combat près d'Ammerndorf le 28 mars.

³⁹ La présentation qui suit repose sur les informations sur bande magnétique de Peter Utzelmann.

⁴⁰ Une autre troupe a combattu sous la direction des dirigeants locaux du KPD Lembk et Bowitzki à Halle. Hoelz rend compte (*opus cité*, p. 164) d'un autre groupe autour de Gerhard Thiemann qui luttait à Bitterfeld.

⁴¹ D'après les informations de Peter Utzelmann, la méthode d'agitation la plus couronnée de succès des communistes de gauche parmi les ouvriers de la Leuna consistait dans le fait qu'ils se mêlaient aux ouvriers qui défilaient en cortèges pendant en temps quatre heures ou plus et qu'ils discutaient avec eux.

⁴² Voir *Das Leunawerk* [L'usine Leuna], Leipzig/Berlin 1921, p. 24.

⁴³ C'est ce qui se produisait par exemple dans la question des services de garde, du travail de maintenance des machines et des appareils importants, qui étaient approuvés par le KPD, mais refusés par le KAP. Voir Werner T. Angress, *opus cité*, p. 151.

solide que leurs camarades du KPD mais ils n'étaient pas plus en contact avec leur centrale de parti à Berlin que les représentants du KPD. Utzelmann et Prenzlou ne savaient rien de l'approbation de la centrale berlinoise du KAP aux mots d'ordre d'insurrection du VKPD⁴⁴; ils considéraient, sur la base de leur connaissance de la situation dans la région industrielle d'Allemagne centrale, qu'une tentative d'insurrection était insensée et ils ne voulaient pas aller au-delà de la grève générale; ils condamnèrent l'action de Hoelz de la manière la plus vive⁴⁵. Si cette description est correcte, il faudrait y voir la cause essentielle du fait que les troupes de la Leuna soient restées sur leur domaine et ne se soient préparées qu'à la lutte défensive. C'est ainsi que, le 28 mars, les troupes isolées de Hoelz, qui n'étaient guère éloignées que de quelques kilomètres à cette époque-là, furent dans un premier temps battues à Ammendorf⁴⁶ et que, ensuite, la Leuna-Werk fut reconquise sous le feu d'artillerie par les troupes gouvernementales. Ce comportement du contingent le plus important des insurgés d'Allemagne centrale, les ouvriers de la Leuna, montre également le total manque de coordination de la direction politique et militaire de l'Action de Mars. Le soulèvement se déroula en fin de compte indépendamment des directives des deux partis communistes qui étaient au moins co-responsables de son éclosion. Si, lors de l'éclatement des combats de mars 1921 en Allemagne centrale, le facteur organisationnel joua un plus grand rôle que lors des combats de mars 1920 dans la région de la Ruhr, il en résulte cependant la considération matérielle, c'est-à-dire la question concernant les protagonistes véritables de l'insurrection, selon laquelle, du point de vue sociologique, ici comme là-bas, c'est un type déterminé d'activiste, que l'on ne pouvait pas tout à fait rattacher à un des partis se présentant avec une prétention révolutionnaire, qui détermina les événements⁴⁷. Dans le communisme allemand, c'est la volonté d'insurrection qui s'était imposée, sur la base d'un certain regroupement de forces dans la direction; mais les conditions objectives, les moyens organisationnels inadéquats et la situation politico-sociale, eurent pour effet que, dans l'Action de Mars également, les organisations durent s'effacer devant les forces incontrôlables de la rébellion élémentaire.

C'est sur le point de l'inadéquation de l'organisation militaire que se concentra, après la répression de la sédition en Allemagne centrale, la critique adressée à la centrale du VKPD qui était responsable de l'action⁴⁸. Elle admit que le travail quotidien, dans les domaines de l'organisation et de l'idéologie, destiné à éduquer les masses prolétariennes en vue de la guerre civile avait été presque totalement négligé. Elle n'avait pas eu assez de temps pour « mener à bien la réadaptation, également organisationnelle, du parti qui résultait de la tactique offensive »⁴⁹. L'échec de l'insurrection était la conséquence de ces omissions :

« Mais l'insurrection de mars 1921 devait donc chuter parce qu'elle n'a pu à aucun moment mettre sur pied militairement une organisation unitaire, une direction unitaire, et parce qu'à nouveau les nombreuses directions militaires ne furent pas même un instant en accord avec la direction politique du mouvement »⁵⁰.

⁴⁴ Peter Utzelmann ne s'explique pas aujourd'hui pourquoi Schröder et Schwab n'avaient pas vu à Berlin que le VKPD avait entrepris le putsch de mars en tenant compte des intérêts de politique intérieure de l'URSS.

⁴⁵ Utzelmann rapporte une remarque de Prenzlou selon laquelle celui-ci était disposé à "liquider" Max Hoelz s'il se présentait "dans la ligne de mire".

⁴⁶ Hoelz avait demandé une offensive de diversion des ouvriers de la Leuna, mais il n'obtint que 1000 balles de munition avant qu'il ne soit encerclé par les troupes gouvernementales. Voir Max Hoelz, *opus cité*, p. 162 sq.

⁴⁷ Voir le paragraphe suivant sur Max Hoelz.

⁴⁸ Voir à ce sujet tout particulièrement l'écrit de la Centrale, paru anonymement : *Das Leunawerk*, Leipzig/Berlin 192, qui est exclusivement consacré à cette critique. Voir aussi : *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive*, p. 128/132 : Franz Richter, *Der legale und illegale Apparat*.

⁴⁹ *Das Leunawerk*, p. 9.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 4 sq. La contre-argumentation de Hoelz (*Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 172 sq.) à l'égard de cette affirmation n'est guère convaincante.

Cette observation était juste; mais il restait encore à la centrale à expliquer pourquoi elle avait donné cependant les mots d'ordre de lutte malgré un tel manque de préparation. L'indication, selon laquelle la centrale aurait donné le mot d'ordre de la grève de masse et de l'armement des ouvriers dans les événements de Mansfeld si elle ne voulait pas être sujette à caution⁵¹, équivalait à l'aveu qu'elle était la prisonnière de ses propres mots d'ordre offensifs. L'écrit sur la "Leuna-Werk" s'accrochait du reste à la justesse de la théorie de l'offensive et à la thèse selon laquelle les conditions politico-sociales étaient données pour une insurrection couronnée de succès en Allemagne centrale. Paul Levi combattit cela dans sa spectaculaire critique de l'Action de Mars. Il condamna toute l'action comme, ainsi que l'on pouvait s'y attendre, dévastatrice; dès les premiers jours d'avril, il tenta – en laissant de côté de nombreux faits internes à l'organisation – de démontrer⁵² que la nouvelle centrale du VKPD avait « joué avec l'insurrection »⁵³ de manière irresponsable. Puisque ni les conditions organisationnelles, ni les conditions politico-sociales, pour la conquête armée du pouvoir par les communistes n'avaient été données, il fallait voir dans l'Action un pur putsch, le « plus grand putsch bakouniniste de l'histoire jusqu'à présent »⁵⁴. Clara Zetkin reprit l'invective de bakouninisme de la part de Levi et elle certifia, dans une résolution concernant l'Action de Mars, présentée lors d'une session du Comité Central d'avril (1921), que la centrale avait connu « une retombée dans la maladie infantile du radicalisme »⁵⁵. Ce point de vue sur l'Action de Mars ne s'imposa pas encore et Levi fut exclu du parti par cette même session; mais après que Clara Zetkin, entre autres, eut démontré avec succès à partir de mai 1921 à Lénine et au CEIC la justesse objective de la critique de Levi et après que le III^e Congrès du Komintern en juin-juillet eut donné les recommandations correspondantes, le VKPD s'éloigna à partir d'août 1921 officiellement de son cours orienté vers l'offensive. La critique officielle adressée par le KAPD à l'Action de Mars ne se joignit ni à la critique technique immanente de la centrale, ni à la critique de principe de Paul Levi. Herman Gorter publia avec les chefs berlinois du KAP un écrit, sous le titre "La voie du Dr Levi, la voie du VKPD"⁵⁶, dans lequel l'échec de l'Action de Mars était dérivé de l'attitude tactique, supposée erronée, du KPD depuis le milieu de 1919. Selon cet exposé, les combats en Allemagne centrale furent déclenchés par deux facteurs : par « l'attaque ouverte de la part de la contre-révolution du prolétariat révolutionnaire de l'Allemagne centrale » et par le passage soudain du VKPD « de la tactique parlementaire et syndicale à l'attaque ouverte de l'autorité de l'État »⁵⁷. Selon l'opinion des dirigeants du KAP, les conditions politico-sociales pour le soulèvement des travailleurs étaient données; leur critique concernait le second des deux facteurs cités : ce n'est pas l'Action de Mars elle-même qui était – comme Levi le dit – un putsch, mais c'était bien le comportement de la centrale du VKPD qu'il fallait qualifier de putschiste⁵⁸. Après que la centrale du KPD(S), en accord avec le CEIC, avait mal orienté depuis maintenant plus d'un an les instincts révolutionnaires des travailleurs radicaux du fait du travail parlementaire et syndical, l'on ne pouvait que qualifier de putschisme un changement de cours si soudain vers la lutte armée directe, ainsi que le VKPD l'avait réalisé.

⁵¹ *Das Leunawerk*, p. 10.

⁵² Paul Levi, *Unser Weg. Wider den Putschismus* [Notre voie. Contre le putschisme], Berlin 1921.

⁵³ *Ibidem*, p. 35.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 39.

⁵⁵ "Sowjet, Kommunistische Zeitschrift", édité par Paul Levi, 3^e année (1921), cahier 1.

⁵⁶ *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der VKPD* [La voie du Dr Levi, la voie du VKPD], sans lieu et sans date (Berlin 1921). La brochure parut de manière anonyme et elle est un travail en commun de la direction du KAP de Berlin ; mais elle a incontestablement la façon d'écrire de Gorter ; voir aussi son essai : *Lehren der März-Aktion. Nachschrift zu dem "Offenen Brief an Lenin von Hermann Gorter"* [Les leçons de l'Action de mars. Post-scriptum à la "Lettre ouverte à Lénine par Hermann Gorter"], dans "Proletarier", 1^e année (1920/21), n^o 5.

⁵⁷ *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der VKPD*, p. 7.

⁵⁸ *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der VKPD*, p. 10-12 ; *Der Putschismus der VKPD* [Le putschisme du VPD].

De manière typique, elle avait émis ses appels à l'auto-armement des ouvriers avant le mouvement de grève général dans la région de Mansfeld.

« Lorsqu'un parti, qui, au lieu de construire la force révolutionnaire du prolétariat, soutient le parlement et les syndicats, affaiblit ainsi le prolétariat et sape sa force révolutionnaire, attaque ensuite d'un seul coup (après de tels préparatifs!!) et décide d'une grande action offensive pour ce même prolétariat affaibli par lui-même, c'est au fond un putsch. Il s'agit d'une action qui est décidée d'en haut, qui ne provient pas des masses elles-mêmes, et qui est condamnée dès à présent à l'échec. »⁵⁹

La faible résonance que les mots d'ordre de grève générale avaient eu dans toute l'Allemagne, montrait en outre – du point de vue de Gorter – qu'il était insensé d'attirer les masses à tout prix vers le parti sans attacher une trop grande importance au degré de leur conscience prolétarienne. « La moitié, ou beaucoup plus que la moitié, ne participait pas, et les membres se combattaient entre eux »⁶⁰. Au reste, la centrale berlinoise du KAP confirma la justesse de sa participation aux combats d'Allemagne centrale. Tandis que les combats de l'année précédente – y compris ceux de l'"Armée rouge" dans la région de la Ruhr – étaient nés d'une attitude défensive, en réaction à la filouterie de la contre-révolution, la classe ouvrière avait eu, dans les combats de l'Allemagne centrale, l'initiative pour la première fois. La grande signification des combats de mars résidait avant tout dans le fait que « l'envoûtement de la passivité (était) rompu » pour la classe ouvrière. « L'appréhension craintive poussant à éviter toute lutte décisive a été en définitive dépassée »⁶¹. C'est de la part des porte-parole de la tendance organisation unitaire dans le KAP, qui étaient déjà à l'époque de l'Action de Mars à l'extérieur du parti, que le comportement de la centrale du KAP et son appréciation de l'insurrection en Allemagne centrale firent l'objet de la plus vive critique. Comme Levi, Rühle et Pfempfert ne purent découvrir ni des conditions organisationnelles adéquates ni des conditions politiques suffisantes pour l'attaque communiste contre le pouvoir d'État dans l'Action de Mars⁶². Ils considérèrent la participation officielle du KAP-AAU à l'insurrection comme l'œuvre de chefs irresponsables dont les agissements n'avaient pu être rendus possibles que par la forme d'organisation obsolète du parti. C'est de manière aussi doctrinaire que ce jugement-là sur l'Action de Mars que tomba celui de la Commission Commerciale berlinoise de la FAUD(S). Elle avait refusé l'action depuis le début car ni les partis ni la lutte armée ne lui apparaissaient comme des moyens adaptés pour atteindre le but de la révolution sociale. Elle alla jusqu'à traiter le VKPD et le KAPD, après la défaite de l'insurrection, « de fourriers de la réaction »⁶³. Comme déjà l'année précédente, une grande partie de ses membres – pas très nombreux en Allemagne centrale – avait pris les armes pendant les combats de mars sans se soucier de l'attitude de la Commission Commerciale⁶⁴. Kater faisait remonter la participation de ces adhérents aux combats à leur récente appartenance à la FAUD(S) et à leur appartenance encore habituelle à un parti⁶⁵. Les porte-

⁵⁹ Hermann Gorter, *Lehren der März-Aktion. Nachschrift zu dem "Offenen Brief"*, loc. cit..

⁶⁰ Hermann Gorter, *ibidem*.

⁶¹ *Der Weg des Dr. Levi*, p. 22. Voir également, concernant la justification du comportement de la Centrale du KAP, Jan Appel dans : *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 493 sq.

⁶² Voir "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 15/16 : Franz Pfempfert, *Die Märzaktion der deutsche Revolution* [L'Action de mars de la révolution allemande] ; Otto Rühle, *Das Ende der mitteldeutschen Kämpfe* [La fin des combats en Allemagne centrale] ; James Broch, *Ich klage an* [J'accuse]. Voir à ce sujet la critique dans : *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive*, p. 116. On y trouve aussi la prise de position extrêmement négative de Laufenberg et de Wolffheim, qui n'appartenaient plus au KAP, à l'égard des combats de mars 1921.

⁶³ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 13, gros titre du journal. Voir la réplique dans : "KAZ" (Grand Berlin), 1^e année (1920/21), n^o 184 : *Und der Kater spricht...* [Et Kater de parler...].

⁶⁴ Voir les voix oppositionnelles dans les cercles activistes de la FAUD(S) dans : "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 16 et dans : "Die Schöpfung", 2^e année (1922), n^o 19.

⁶⁵ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 16.

parole de la tendance organisation unitaire dans le communisme de gauche et ceux du syndicalisme révolutionnaire trouvèrent seulement confirmé par l'Action de Mars ce qu'ils avaient toujours su. Ils n'étaient déjà plus capables de prendre de nouvelles impulsions dans la réalité politico-sociale et d'en faire fructifier leur théorie, mais ils se tenaient pour ainsi dire à l'écart dans leur coin et ils marmonnaient le credo de leurs principes. Le KAPD, qui s'était présenté l'année précédente avec la prétention d'être le parti de la lutte de classe active et révolutionnaire, n'avait pas pu satisfaire à cette prétention dans l'Action de Mars. Ses chefs avaient cru que les combats de mars 1921 étaient le prélude à une série de luttes similaires⁶⁶ avec le capitalisme moribond. Étant donné que cet espoir se révéla faux au cours des années suivantes, leur voie se termina également dans une aporie politique et sociale.

3. Max Hoelz comme type de l'activiste radical de gauche

Toutes les organisations radicales de gauche (KAP, AAU, FAU) furent, conformément à leur prétention, les représentants extrêmes des revendications sociales-révolutionnaires; le caractère anti-autoritaire dans l'organisation interne leur était commun à toutes. Il est infiniment difficile de répondre à la question de la disposition objective et subjective des individus qui adhèrent à des organisations ainsi caractérisées et combattirent sous leurs mots d'ordre – parfois au péril de leur vie –. Il est malgré tout possible de tirer de l'anonymat du processus social au moins quelques traits constitutifs d'un type d'activiste radical de gauche. On tentera dans ce qui va suivre, pour autant que ce soit possible, d'aborder les motivations individuelles des activistes radicaux de gauche. Le point de départ d'une telle activité est le rejet ardent de l'ordre social existant, ressenti comme injuste, et la croyance en la possibilité de le changer en allant vers le mieux. Ce refus passionné conduit individuellement à la conscience d'une disposition à la rébellion, qui peut prendre les formes d'expression les plus différentes¹. Chez beaucoup de porte-parole intellectuels des organisations radicales de gauche, cette conscience s'exprima sous la forme de la protestation littéraire². Cependant, une telle disposition à la rébellion, théoriquement excessive, n'était pas typique des ouvriers radicaux de gauche qui prenaient les armes, celles qui étaient justement accessibles, dans des conditions déterminées, pour des raisons qui paraissent souvent mineures et en vue d'imposer des revendications parfaitement limitées, afin de donner par la

⁶⁶ *Der Weg des Dr. Levi*, p. 19 : « La crise mondiale... ne fait que commencer, elle deviendra terrible et elle pourra nous apporter notre victoire ».

¹ Willeke, qui apprit à connaître certains membres de la Commission Commerciale de la FAUD et une série de militants, constatait que la conscience sociale fondamentale de ces hommes était la "volonté d'altérité", la "conscience de rebelle" ; ils considéraient le fait d'"être rebelle" comme la vertu suprême » (Eduard Willeke, *Die Ideenwelt der deutschen Syndikalismus* [Le monde des idées du syndicalisme révolutionnaire allemand, *loc. cit.*). Voir à ce sujet quelques titres de Rudolf Rocker : *Jugend eines Rebellen* [La jeunesse d'un rebelle] (vol. 1 de son autobiographie), *John Most, Das Leben eines Rebellen* [John Most, la vie d'un rebelle], etc.

² Pendant les années de guerre, Franz Pfempfert fit de sa revue "Die Aktion" la plate-forme la plus importante de la protestation sociale, laquelle était incluse dans l'expressionnisme littéraire. Franz Jung, qui faisait partie des représentants les plus notables de ce mouvement littéraire, écrivait dans une prose sombre-désespérée et il rédigeait des esquisses sociales. Son pendant dans la création dramatique était Ernst Toller. Les travaux littéraires de Werner Möller, de Theodor Plievier et d'Erich Mühsam étaient plus conventionnels stylistiquement et plus directs en matière de propagande. Le fait qu'une protestation littéraire de ce genre ne soit pas restée purement indicative et théorique est montré par l'exemple de Werner Möller qui a été fusillé lors de l'insurrection de janvier à Berlin ; leur participation à la République des conseils bavaroise a rapporté à Mühsam et à Toller de longues peines de prison ; Franz Jung a vécu pendant les premières années qui ont suivi la Révolution de Novembre de façon presque permanente dans l'illégalité.

violence plus de fermeté à ces revendications³. Un activisme de ce type semble être complètement anonyme parce que, entre autres, il restera la plupart du temps, dans la vie d'un travailleur, un simple épisode isolé. Il est pourtant possible, de par la généralisation de l'examen – avec toutes les précautions nécessaires – de la personne et de l'activité de Max Hoelz d'établir quelque chose sur ce type d'activiste.

Si Max Hoelz apparut à beaucoup de ses contemporains prolétariens comme « sans aucun doute l'un des révolutionnaires les plus populaires du mouvement révolutionnaire allemand »⁴, c'est tout d'abord parce que se manifestèrent dans sa personne et dans ses actes de nombreux traits et tendances de volonté qu'il avait en commun avec ses camarades révolutionnaires de classe⁵. Une première caractéristique significative est le fait que Hoelz – né en 1889 comme fils d'un ouvrier de scierie – fut complètement indifférent politiquement jusqu'à la première guerre mondiale. Marqué par la misère matérielle de ses parents qui travaillaient dur, Hoelz fut motivé avant tout dans sa jeunesse par des désirs professionnels ambitieux; après plusieurs années de travail de journalier dans l'agriculture et l'industrie, il partit pendant deux ans en Angleterre où il se forma comme technicien et il travailla dans ce métier après son retour; il s'enrôla comme volontaire dans la guerre mondiale et il se retrouva ensuite – libéré en octobre 1918 comme invalide de guerre – sans travail. Rendu réceptif aux mots d'ordre politiques du fait de son expérience horrible de la guerre au front⁶, les premières idées des objectifs socialistes lui furent procurées en 1917 par un rédacteur social-démocrate⁷. C'est ainsi que doté d'un outillage politique des plus médiocres, mais dans un état d'esprit rebelle dû à son expérience de la guerre et à la famine, il fut à l'origine le 9 novembre 1918 de la formation d'un conseil d'ouvriers et de soldats dans son lieu d'habitation de Falkenstein dans le Vogtland; il fut ensuite membre de l'USPD et il fonda au début de 1919 le groupe local du KPD(S) à Falkenstein. Dans le mouvement de radicalisation de la classe ouvrière allemande provoqué d'une part par le chômage et la disette croissants et d'autre part par la politique de répression sanglante de Noske contre les ouvriers révoltés, Hoelz, en tant que leader d'une rébellion locale de chômeurs, en arriva finalement au mode d'action qui lui fut caractéristique dans les années suivantes, celui de la légitime défense armée et du soulèvement armé. Cette évolution, qui mène de l'indifférent politiquement jusqu'à l'activiste radical de gauche, en passant par la politisation occasionnée par la guerre et le chômage, peut être considérée comme parfaitement typique pour les travailleurs qui ont pris part aux luttes armées de l'époque révolutionnaire.

La première action de Max Hoelz, dans laquelle (selon ses propres mots) il fut poussé « plus par ses sentiments que par la réflexion à des actes » qui le « projetèrent tout à fait

³ Les formulations littéraires de ces processus par le participant répondaient au mieux à la complexité de ce phénomène. Voir en particulier Franz Jung, *Die rote Woche, ein Proletarier-Roman* [La semaine rouge, un roman prolétarien], Berlin 1921 ; Franz Jung, *Proletarier, Erzählung* [Prolétaire, un récit], Berlin 1921 ; Karl Schröder, *Die Geschichte Jan Beeks* [L'histoire de Jan Beek], Berlin 1929.

⁴ Josef Schneider, *opus cité*, p. 41.

⁵ Hoelz était conscient de cela et il se décrivait en particulier durant son procès de la manière suivante : « Je mentionnais ... beaucoup de choses personnelles. C'était inévitable car tout ce qui m'était personnel était en même temps collectif. Non seulement j'ai eu des parents pauvres qui ont durement travaillé, non seulement j'ai été frappé en tant que valet, je me suis sauvé, j'ai cherché du travail pour ne pas crever de faim, j'ai cru en Dieu et je suis parti à la guerre, non seulement j'ai ouvert les yeux de sorte que j'ai tourné mon arme contre l'oppresser, non seulement je me suis trouvé devant les juges de classe, mais je n'ai pas non plus été le seul à me retrouver nu et sanglant dans les chambres de torture des prisons allemandes ! », Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, Avant-propos.

⁶ Voir *ibidem*, p. 32-50.

⁷ Le rédacteur était Georg Schumann du "Leipziger Volkszeitung", qui devint ultérieurement membre du KPD. Voir Georg Schumann, *Max Hoelz, der "gemeine Verbrecher"*, *Material zu dem an Max Hölz verübten Justizmord* [Max Hoelz, un "criminel ordinaires", matériau destiné au meurtre judiciaire commis à l'encontre de Max Hölz], Halle/Merseburg 1923, p. 3.

subitement hors de la voie bourgeoise normale »⁸, montrait déjà des caractéristiques que l'on retrouvera dans toutes les actions violentes radicales de gauche. L'irritation de la foule à Falkenstein, une ville d'industrie textile avec 17 000 habitants et environ 4 000 chômeurs, se tourna contre l'administration communale à laquelle on reprochait de mener ses affaires de manière négligente; le taux de mortalité était incomparablement supérieur à celui des villes du voisinage à cause du mauvais ravitaillement en vivres et en combustible. Dans la manifestation de masse de 5 000 travailleurs du 24 avril 1919, dont Hoelz devint le porte-parole, on obligea finalement le maire à défiler avec l'appel des chômeurs à travers la ville durant plusieurs heures à la tête du cortège des manifestants⁹. On obtint ainsi l'acceptation de l'augmentation de l'allocation chômage et la promesse de la fourniture à prix réduit de bois de chauffage provenant des forêts de la ville. En conséquence de quoi le maire demanda immédiatement aux troupes de la Reichswehr de venir à Falkenstein; elles arrêterent tous les membres du comité de chômeurs, sauf Hoelz qui avait réussi à s'enfuir. C'est ainsi qu'en principe se déroulèrent les innombrables insurrections et grèves locales de 1918 à 1921.

On peut obtenir des informations supplémentaires sur la nature particulière de ces actions en examinant les actes ultérieurs de Max Hoelz. Peu après l'action que Max Hoelz mena dans le Vogtland, parallèlement aux combats de l'"Armée rouge" de la région de la Ruhr, en mars 1920, Paul Levi fit un portrait critique de Hoelz dans lequel il le décrivait comme une sorte de bandit généreux auquel il importait « de prendre là où il y a quelque chose, et de passer là où il n'y a rien »¹⁰. Hoelz réagit vivement au fait que Levi ait qualifié ses actes d'actions de justice primitives : ces « cas furent réglés pourtant sans que nous ne nous écartions de l'objectif principal : la libération des travailleurs du joug capitaliste par la chute du vieil ordre social et économique et l'instauration d'une nouvelle société sans classes »¹¹. Levi voyait en Hoelz un rebelle social archaïque alors que Hoelz se considérait lui-même comme un combattant de classe révolutionnaire moderne. La réponse à la question de savoir à laquelle des deux catégories historiques Hoelz correspondait réellement avec son mode d'action entre 1919 et 1921 est avant tout rendu difficile par la formation du mythe autour de sa personne, que Hoelz lui-même favorisa principalement par son comportement devant le tribunal et auquel le KPD participa considérablement après son incarcération.

Si l'on compare approximativement le mode d'action de Hoelz à la typologie du "rebelle social"¹² obtenue à partir de l'exemple des phénomènes sociaux de l'Europe du Sud-ouest, il s'ensuit des analogies étonnantes dans le détail, mais l'analogie ne fonctionne cependant pas dans l'ensemble. Les différences reposent principalement sur le fait que le rebelle social classique est le produit de la société agraire¹³. Mais Hoelz agissait justement dans le cœur hautement industrialisé de l'Allemagne centrale. Avec ses actes d'avril 1919 à avril 1921, Hoelz correspondait très exactement à l'archétype du rebelle social « qui prenait aux riches pour donner aux pauvres et qui ne tuait jamais sauf en cas de légitime défense ou de juste vengeance »¹⁴. Les actions de distribution de biens qu'il exécuta dans le Vogtland furent le fondement de sa popularité rapidement croissante. Un exemple parmi tant d'autres pour concrétiser la chose : quand un ouvrier se plaignit auprès de Hoelz parce qu'on lui avait

⁸ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 55.

⁹ Voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 55 sq. ; et : Josef Schneider, *Die blutige Osterwoche*, p. 42.

¹⁰ L'article de Levi a paru de façon anonyme dans "Die Internationale", 2^e année (1920), n^o 23 : Hölz.

¹¹ Max Hoelz, *Aus meinem Leben* [Ma vie] (unique édition fidèle au manuscrit et autorisée par l'auteur), Berlin sans date (Aktion-Verlag), p. 8. On y voit aussi des exemples de saisies et de distributions de vivres.

¹² Voir à ce sujet ce travail de pionnier hautement intéressant : Eric J. Hobsbawm, *Sozialrebellien, archaische Sozialbewegungen im 19. und 20. Jahrhundert* [Rebelles sociaux, mouvements sociaux archaïques, aux XIX^e et XX^e siècles], Neuwied 1962.

¹³ Voir *ibidem*, p. 40 sq.

¹⁴ *Ibidem*, p. 28. Hobsbawm voit dans Robin des Bois, une figure probablement historique que la légende caractérise avec cette citation, l'archétype du rebelle social.

refusé une petite augmentation de salaire, Hoelz envoya un messenger à l'employeur de ce dernier, un propriétaire foncier, pour exiger qu'il règle immédiatement 10 000 marks, sinon on irait prendre ses chevaux dans l'écurie et on les vendrait; le propriétaire paya¹⁵. De la même manière, Hoelz obtint, après la levée de son "Armée rouge" pendant le putsch de Kapp, des industriels de Plauen, d'abord 45 000 marks par semaine, puis 100 000, pour l'équipement et le ravitaillement de ses troupes¹⁶. Le tribunal d'exception ne put accuser plus tard Hoelz que d'une exécution individuelle¹⁷; mais dans l'autodéfense, Hoelz ne reculait devant aucun moyen de violence¹⁸. Les caractéristiques typiques que l'on peut constater de manière concordante, dans des pays tout à fait différents et à des époques différentes, de la rébellion sociale, sont les suivantes : la prise d'assaut des prisons, le fait de faire brûler les archives et les dossiers judiciaires, et d'incendier les villas des riches¹⁹. Hoelz réussit à plusieurs reprises à libérer des camarades de combat incarcérés par des coups de main audacieux²⁰. Il employa à cette fin, à la fin de l'année 1920, le moyen de la terreur organisée. Afin de « procurer du soulagement aux camarades encore incarcérés depuis le putsch de Kapp et de travailler à leur libération violente »²¹, il organisa environ 50 hommes à Berlin, à Brunswick et dans le Vogtland, avec lesquels il voulait, par une série d'attentats à la dynamite contre les palais de justice, « inquiéter les autorités et effrayer les bourgeois »²², et avec lesquels il projetait aussi de libérer les prisonniers dans la confusion ainsi créée. Les attentats à Dresde, à Leipzig, à Freiberg et dans d'autres localités, se produisirent selon un plan précis. Hoelz rendit compte lui-même ultérieurement du caractère au fond encore pré-politique de ces actions : « Je n'attendais pas de ces explosions beaucoup de résultats politiques pour le mouvement communiste. Elles n'étaient pour moi qu'un moyen pour parvenir à mes fins »²³. Les destructions de documents étaient du même type; au cours des combats contre le putsch de Kapp, Hoelz obligea les deux juges de première instance de Falkenstein à entasser tous les dossiers judiciaires en place publique et d'y mettre le feu de leurs propres mains²⁴. En particulier pendant les combats de mars 1920 et 1921, on en arriva à de nombreux incendies

¹⁵ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 61. Hoelz décrit un autre cas ainsi : « Lors d'une séance du conseil des chômeurs, il s'est présenté un aveugle qui gagnait sa misérable vie en faisant des paniers, et qui a demandé un prêt de mille marks pour pouvoir acheter des osiers pour son travail. J'ai envoyé immédiatement un membre du conseil exécutif chez un riche grossiste auquel l'énorme masse de son argent causait beaucoup de soucis, je l'ai fait venir et je lui ai demandé de donner ce qu'il souhaitait à l'aveugle ; le pauvre riche s'est déclaré prêt à le faire ». *Ibidem*, p. 80 ; on y trouve d'autres exemples.

¹⁶ Voir *ibidem*, p. 89 et 92.

¹⁷ Selon la version du tribunal, Hoelz avait abattu le propriétaire d'un domaine dans un accès de colère ; mais l'exposé des preuves du tribunal était très fragile et insuffisant ; voir à ce sujet l'avocat de Hoelz dans : Georg Schumann, *opus cité*, p. 9 sq.

¹⁸ Un exemple : encerclé à la gare d'Oberkotzau (Bavière) par un grand nombre de policiers, Hoelz sortit une grenade dégoupillée de sa poche avec l'intention de se faire sauter avec les policiers dès que l'on mettrait la main sur lui ; le geste suffit ici comme dans d'autres cas ; les gendarmes s'enfuirent et Hoelz s'échappa ; voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 84 sq.

¹⁹ Voir à ce sujet Eric J. Hobsbawm, *opus cité*, p. 43 sq.

²⁰ Voir la description d'une action de délivrance de 24 camarades de Hoelz détenus dans la prison de Plauen dans : Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 93 sq.

²¹ *Ibidem*, p. 137 sq.

²² *Ibidem*, p. 139.

²³ *Ibidem*.

²⁴ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 96 sq. Voir à ce sujet l'extrait d'un opuscule anonyme de provenance syndicaliste révolutionnaire de la région de la Ruhr sur : *Wege und Aufgaben der sozialen Revolution* [Les moyens et les tâches de la révolution sociale] : ... « Ensuite, chaque syndicaliste révolutionnaire se rend avec une douzaine de travailleurs à l'hôtel de ville, au tribunal de première instance et au bureau de poste. Là, tous les registres du cadastre et les livres de compte, les cartons d'enregistrement, les actes, etc. sont jetés par la fenêtre pour en faire un bûcher qui brûle joyeusement. Il en sera de même pour les banques avec tous leurs livres de comptes, leurs obligations, leurs reçus et avec tout le papier-monnaie dont nous pourrions nous emparer. Le bourgeois le plus buté qui regarde un tel autodafé renoncera à ses dernières illusions ». Pol. Akten der Reg. Düsseldorf, n° 15809/5.

– parfois justifiés stratégiquement – des maisons des riches bourgeois²⁵. Hobsbawm décrit, pour la société agraire, l'autre caractéristique suivante du rebelle social : « La population n'aide presque jamais les autorités à attraper les "bandits paysans". Cela vaut également pour les villages siciliens des années quarante comme pour les bourgs moscovites du XVII^e siècle »²⁶. Cela concorde aussi avec le cas de Hoelz. Il fut poursuivi depuis le début de son activité le 24 avril 1919 par mandat d'arrêt et la somme qui était offerte pour sa capture s'élevait déjà à 30 000 marks lors du déclenchement du putsch de Kapp. Que, en tant que hors-la-loi, il ait échappé cependant pendant deux ans à l'arrestation par la police, ce n'était pas dû uniquement à sa témérité personnelle, mais aussi au fait que – comme Levi l'écrivit – il trouva vraiment du soutien « dans la sympathie sans doute passive mais chaleureuse de tout le Vogtland »²⁷. Les exemples de son sauvetage de la police par des camarades, ou par des ouvriers qui lui étaient tout à fait inconnus personnellement, sont nombreux dans ses mémoires²⁸. La saga, qui commençait à se tisser autour de lui, le décrivait en même temps comme omniprésent et insaisissable.

Tous ces traits peuvent caractériser Hoelz de manière suffisante comme un rebelle social; ce type n'est évidemment pas lié obligatoirement à la société agraire, mais il est également possible, lors des époques révolutionnaires, dans la société industrielle administrativement désorganisée²⁹. Hobsbawm insiste sans cesse sur le fait que la condition de bandit social classique de la société paysanne était assurément une protestation, mais une protestation non révolutionnaire. Les rebelles sociaux « ne peuvent que réparer l'injustice et ils démontrent que l'on peut aussi inverser de temps à autre l'oppression »³⁰; ils sont pré-politiques dans ce sens qu'ils n'aspirent pas au pouvoir de l'État, et que, objectivement, ils ne sont pas non plus du tout capables de renverser un ordre social dans son ensemble. Cette caractéristique pré-politique du rebelle social est propre à Hoelz et à une fraction considérable de l'activisme de gauche, bien qu'ils se soient présentés avec une prétention à la lutte de classe révolutionnaire. Étant donné la structure dichotomique, en principe nette, de la société capitaliste, il s'ensuit que le rebelle social se solidarise avec l'idéologie révolutionnaire des classes défavorisées de manière beaucoup plus vraisemblable que dans la société agraire qui présente des fronts de classe moins clairement développés. Mais cela ne change rien à la nature non révolutionnaire de l'état du rebelle social³¹. Dans le capitalisme moderne, lequel est caractérisé par la formation d'organisations puissantes dans l'État et dans l'économie, l'intérêt révolutionnaire a besoin d'organisation. Le rapport de Hoelz avec les

²⁵ Voir à ce sujet Max Hoelz dans : Georg Schumann, *opus cité*, p. 34.

²⁶ Eric J. Hobsbawm, *opus cité*, p. 29. Même les détails du type idéal du rebelle social, tel que Hobsbawm le décrit, correspondent à Hoelz ; par exemple le fait qu'il n'est capable de s'affirmer que tout au plus pendant 2 à 4 ans, que le nombre de ses partisans les plus fidèles ne dépasse pas 60 hommes, etc.

²⁷ "Die Internationale", *loc. cit.*

²⁸ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 65, 69, 70 sq., 73 sq., 83 sq., etc.

²⁹ Les différences et les analogies entre le rebelle social dans une société agraire et le rebelle social dans une société industrielle devraient être étoffées naturellement de manière plus approfondie que cela l'est ici, et aussi de manière empirique ; les exemples présentés semblent suffisants pour ce qui concerne l'exposé des preuves, à savoir qu'il s'agit avec l'activisme radical de gauche d'un phénomène largement pré-politique. L'activisme radical de droite des corps francs par exemple apparaît au contraire d'emblée comme politique, c'est-à-dire ayant pour objectif de conserver un ordre social existant pu de recréer un ordre social passé.

³⁰ Eric J. Hobsbawm, *opus cité*, p. 42.

³¹ Levi le reconnaît lui aussi dans son portrait de Hoelz ("Die Internationale", *loc. cit.*) ; il voit dans les agissements de Hoelz le resurgissement d'une vieille idée, à savoir qu'un homme seul pourrait renverser tout l'ordre social « de par son cœur chaud et honnête, grâce à son bras puissant et sa forte volonté ». « L'habillement de cette idée sous la forme de la mission divine était celui du XVI^e siècle ; le travestissement de cette même idée au XX^e siècle est retirée au communisme. Mais de même qu'au XVI^e siècle la mission divine n'était rien d'autre que le travestissement, de même au XX^e siècle l'est le communisme. Le communisme lui-même n'est pas l'idée. ».

véritables défenseurs de l'intérêt révolutionnaire, les partis politiques, est en outre instructif au sujet du phénomène social qu'il représente.

Même si la condition de rebelle social de Hoelz s'était mise au service du parti, par exemple dans l'Action de Mars du VKPD en 1921, elle s'opposait pourtant fondamentalement à cette sorte d'intégration organisationnelle. Hoelz appartenait depuis le début de 1919 au KPD(S) « bien qu'il convienne au parti du socialisme scientifique et de la discipline bolchevique à peu près comme un chef de brigand lui aurait convenu »³². Il fit partie en effet tout d'abord du KPD mais seulement tant que celui-ci n'était pas « un parti de discipline bolchevique », c'est-à-dire tant que la tendance communiste de gauche du Congrès constitutif y domina. Après son action parallèle aux combats de la Ruhr en 1920 dans le Vogtland, il fut exclu par la centrale de Levi en raison de son manquement à la discipline³³. Hoelz était lié de manière multiple à cette tendance communiste de gauche. Ses connaissances rudimentaires du socialisme, il les devait au "Matérialisme historique"³⁴ d'Herman Gorter et en particulier à Otto Rühle, auprès duquel il suivit à la mi-1919, sur la lande de Lunebourg, un cours de six semaines sur les principes fondamentaux du socialisme. Il décrit plus tard les idées qu'il y acquit : « Jusqu'au cours d'Otto Rühle, je croyais qu'une révolution prolétarienne pour la libération des opprimés et des exploités pouvait être *réalisée* par la volonté et le courage de quelques centaines d'hommes prêts à se sacrifier »³⁵. Tout d'abord, son initiation au socialisme scientifique lui avait donné la connaissance qu'une révolution n'éclatait pas parce que des centaines ou des millions de cœurs prolétariens battaient pour elle, mais qu'elle résultait de l'anarchie du mode de production capitaliste. Les connaissances théoriques qu'Otto Rühle lui avait procurées n'eurent cependant pas d'effets visibles sur le mode d'action de Hoelz; il est beaucoup plus vraisemblable que Hoelz ait fait sienne la conception organisationnelle et tactique de Rühle, c'est-à-dire qu'il était convaincu de la « fin des partis ». Il affirma en tout cas à propos des chefs berlinois du KAPD : « Je n'ai jamais été d'accord avec leur tactique, bien qu'ils aient toujours pensé qu'un homme de mon tempérament ne pouvait qu'être de leur côté »³⁶. Il n'y a aucun doute que Hoelz était sensiblement plus proche de l'AAUE, fondée par Rühle, qui se réclamait d'un fédéralisme extrême et de laquelle une fraction alla jusqu'à l'autodissolution programmatique après 1921, que des cercles centralistes du KAP gravitant autour de Karl Schröder. Il est parfaitement typique de l'activisme radical de gauche que – comme c'est également visible dans le cas de Hoelz – les théorèmes politiques, qui avaient été assimilés superficiellement, n'avaient que très peu de relations avec leur pratique politique; le rebelle Hoelz ne se laissa pas insérer dans des formes traditionnelles d'organisation. Il se brouilla aussi finalement avec Rühle à cause de sa critique de l'Action de Mars 1921³⁷. Il était furieux du fait que – pendant qu'il mettait sa peau en jeu – le théoricien et l'intellectuel Rühle passait son temps « dans la fraîcheur du

³² Evelyn Anderson, *Hammer oder Amboss. Zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* [Le marteau ou l'enclume. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier allemand], Nuremberg 1948, p. 115.

³³ Après une critique encore prudente d'Heinrich Brandler à Hoelz ("Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 39), il est dit le 11/04/1920 ("Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 46) : « À cause de ses actions confuses, Hölz et ses gens se placent en dehors du parti car le parti ne peut vivre que si les mots d'ordre de l'ensemble sont exécutés ! ».

³⁴ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 71 sq. : « De la littérature se rapportant aux questions syndicales et politiques, je ne connaissais que : Hermann Gorter, *Der historische Materialismus*. Dans les années qui précèdent la Révolution de Novembre, je avais lu exclusivement des livres techniques ».

³⁵ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 72 sq.

³⁶ *Ibidem*, p. 136. Il faut prendre fondamentalement des déclarations de ce genre dans les mémoires de Hoelz avec scepticisme étant donné que Hoelz était entièrement tombé à l'époque de leur rédaction dans la dépendance du KPD qui entretenait son mythe.

³⁷ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 15/16.

printemps » sur un domaine près de Freiberg durant les combats de mars, et qu'il écrivit ensuite par-dessus le marché des critiques impitoyables³⁸.

Tandis que les porte-parole de la tendance organisation unitaire du communisme de gauche allemand faisaient valoir un droit particulier sur « leur Max Hoelz »³⁹, les représentants de la tendance berlinoise du KAPD ne demeurèrent pas en reste avec eux dans la célébration de la renommée du rebelle. Pour les communistes de gauche, Hoelz fut une sorte d'idole, l'incarnation de l'énergie prolétarienne de lutte de classe. Après son arrestation, l'"Aktion" écrivit dans un appel dithyrambique à Hoelz : « Tu es l'instinct du prolétariat encore enchaîné qui est indestructible, immuable, immortel »⁴⁰. Dans la KAZ de Berlin, il était dit de manière non moins emphatique : « Hoelz ne peut pas être arrêté, il ne peut pas être tué, Hoelz circulera toujours parmi le prolétariat car Hoelz signifie : il n'y a pas d'obstacle quand le prolétariat agit par lui-même »⁴¹. Les analogies de mentalité entre le KAPD et Hoelz eurent pour conséquence que, de toutes les organisations politiques, c'est de ce parti qu'il fut le plus proche entre avril 1920 et avril 1921. L'argent de ses butins coula à flots dans la caisse de la centrale berlinoise du KAPD⁴².

Étant donné que le mode d'action de Hoelz ne pouvait pas se déployer dans de grands mouvements de masse prolétariens et qu'il ne s'en produit plus après les combats de mars (1921), il aurait vraisemblablement disparu de la vie politique s'il n'avait pas été arrêté et condamné. Mais c'est justement sa condamnation à la prison à vie qui le transforma, d'une tout autre manière, en un événement politique, et en un événement tel qu'il équivalait en force explosive à ses tentatives de soulèvements armés. Cette évolution provoqua l'éloignement de Hoelz de ses camarades de combat communistes de gauche ainsi que son rapprochement du KPD et son retour vers lui qui, en tant que grand parti d'appareil, pouvait intervenir comme un moyen incomparablement plus efficace dans la formation de l'opinion publique que le KAPD en voie de recul. Car c'est précisément dans ce domaine de l'opinion publique que le prisonnier à vie Hoelz devint une figure symbolique dans les années suivantes de la République de Weimar. Hoelz contribua fortement et de manière décisive au développement du mythe, qui commençait à se former autour de lui, du fait de l'assurance qu'il manifesta devant le tribunal d'exception devant lequel il fut traduit le 13 juin 1921. Il ne reconnaissait pas l'autorité du tribunal et il déclara dès le début du procès qu'il ne se considérait pas comme un accusé, mais comme un accusateur de la société bourgeoise dont les juges étaient les représentants⁴³. Il essaya non sans succès de faire passer le procès pour un exemple de la justice de classe, et il eut l'approbation du public prolétarien qui – à bon droit – était outré de la partialité avec laquelle la justice avait été rendue dans les cas précédents, en défaveur des insurgés de gauche et en faveur des agents subversifs de droite⁴⁴. Le procès de Hoelz eut une plus grande publicité que celui de n'importe lequel des autres

³⁸ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 171 et 173. La femme de Hoelz établissait un lien entre Rühle et Pfempfert et l'arrestation de son mari, ; voir Ludwig Bergmann, *Max Hölz*, sa biographie complète et les véritables événements ayant mené à son arrestation. D'après un curriculum vitae rédigé par lui-même, Berlin 1921, p. 26 sq., Hoelz réduisait cette accusation au fait que celui qui le dénonça à la police le 15/04/1921, un ex-officier, avait fait sa connaissance par l'intermédiaire de Rühle et avait été reçu par lui ; voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 181 sq.

³⁹ Voir en particulier "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 29/32 : *Sonderheft für Max Hölz* [Cahier spécial pour Max Hölz], avec des contributions de : Franz Pfempfert, Max Hermann-Neisse, Victor Fraenkel, Raoul Hausmann, Maximilian Harden, entre autres ; est paru aussi en brochure indépendante.

⁴⁰ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 25/26.

⁴¹ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 182.

⁴² Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 149, 152, 181, 187.

⁴³ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 29/32 : *Bericht über den Prozess Hölz* [Compte rendu sur le procès Hölz]. Voir aussi Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 208 sq.

⁴⁴ Voir à ce sujet l'étude de E. J. Gumbel, *Zwei Jahre Mord* [Deux ans de meurtres], Berlin 1921, dont les statistiques furent ultérieurement étendues (1924) et confirmées du côté de l'État ; elles montrent un énorme écart dans la fixation de la peine pour les actes politiques délictueux de gauche par rapport avec ceux de droite.

activistes de gauche incriminés; déjà pendant les débats, il y eut des manifestations qui réclamaient son acquittement⁴⁵. Alors que ses ennemis dans le KPD, en particulier Heinrich Brandler – qui de la même manière comparaisait en justice en tant que président de la centrale de mars –, se dissociaient de lui après comme avant, la popularité de Hoelz éveillait aussi l'intérêt du CEIC. Le III^e Congrès mondial du Komintern adopta le 25 juin 1921 une déclaration de solidarité dans laquelle il était dit que l'on pouvait ne pas approuver la tactique de la terreur individuelle et des actes de sabotage de Hoelz, mais que l'on reconnaissait que ses actions étaient provoquées par « l'amour du prolétariat et la haine de la bourgeoisie »⁴⁶. C'est en vain que Jan Appel protesta, en tant que représentant du KAPD, contre cette qualification; Hoelz n'avait jamais quitté des yeux le but de la révolution sociale et il avait « appliqué et défendu la tactique du KAPD »⁴⁷. Bien que, dans une campagne de presse dans ce sens, le KAP-AAU ait célébré Hoelz comme un véritable communiste à l'encontre des réserves émises par le KPD⁴⁸, Hoelz se tourna peu après sa condamnation de plus en plus vers le KPD. À la fin de 1921, il déclara dans une lettre au "Rote Fahne" sa rupture d'avec le KAPD, ce que la KAZ ne put expliquer que comme la conséquence de « la guillotine sèche des prisons allemandes », que comme le résultat de la ruine physique et morale de Hoelz⁴⁹. Si, pendant le procès de Hoelz, ses défenseurs avaient été encore mis à sa disposition par les organisations radicales de gauche (James Broh (AAUE), Victor Fraenkl (FAUD(S))), c'est la "Rote Hilfe", l'organisation de soutien et de secours du KPD, qui, dans les années suivantes, prit en charge activement, avec un effet de propagande, l'agitation pour la révision du procès et pour l'amnistie⁵⁰. C'est ainsi que Hoelz devint de plus en plus le représentant emblématique du révolutionnaire prisonnier, la figure symbolique de la justice de classe. On en arriva de cette manière à la fin de 1926, entre autres, à la formation d'un "Comité neutre" pour la reconsidération du cas Hoelz, comité auquel appartinrent également, à côté de nombreux intellectuels de gauche, des artistes, écrivains et professeurs, bourgeois célèbres⁵¹. Une loi d'amnistie politique, réclamée déjà depuis longtemps par la fraction communiste du Reichstag, entra en vigueur le 14 juillet 1928 et elle libéra également Hoelz. Il fut dépêché à travers le pays pendant un an environ par le KPD comme propagandiste en vogue et, après la dissipation de l'intérêt du public, envoyé en Russie où il devint probablement une victime de la bureaucratie stalinienne.

⁴⁵ Par exemple, fin juin à Berlin, à l'occasion de la représentation théâtrale des "Tisserands" de Gerhart Hauptmann, on en arriva à des manifestations spectaculaires en faveur de Hoelz. Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 209.

⁴⁶ *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 218.

⁴⁷ *Ibidem*, p. 218 sq.

⁴⁸ Voir par exemple "Der Kampfbruf", 1^o année (1920/21), n^o 256 : *Max Hölz*.

⁴⁹ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 256 : *Max Hölz*.

⁵⁰ Fin 1923, "Der Kampfbruf" (tendance Berlin), 4^o année (1923), n^o 42, écrivait : « Il semble maintenant ... que le KPD, ou Moscou, ait remporté la victoire. Soit il y a des choses plus importantes, soit l'état d'esprit actuel de Max Hölz peut être mis en suspens ».

⁵¹ Parmi d'autres : Joh. R. Becher, Rudolf G. Bindung, Bert Brecht, Martin Buber, Albert Einstein, Samuel Fischer, Heinrich George, Kurt Hiller, Herbert Ihering, Alfred Kerr, Heinrich Mann, Thomas Mann, Ernst Rowohlt, Kurt Tucholsky, Arnold Zweig.